

# LE FLOT DE SOLIDARITÉ

MÉCANISME D'INTERVENTION  
D'URGENCE RECOMMANDÉ  
POUR LES PROVINCES SDB ET  
COLLABORATEURS SDB



Agradecemos a las organizaciones de DBN y a las Procuras Misioneras Salesianas por el apoyo financiero en la preparación, traducción y publicación de este documento.





<b>1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	3
<b>2. INTRODUCTION À L'AIDE HUMANITAIRE</b>	4
2.1 Qu'est-ce qu'une catastrophe ?	4
2.2 Qu'est-ce que l'aide humanitaire ?	4
2.3 Exemples de projets d'aide humanitaire	6
2.4 Destinataires de l'aide humanitaire	7
<b>3. GESTION DES CATASTROPHES</b>	8
<b>4. PRÉPARATION AUX CATASTROPHES</b>	10
4.1 Mener une analyse des risques et élaborer un scénario de réaction	11
4.2 Procédures de réaction	12
4.2.1 Équipe d'urgence	12
4.2.2 Listes de contacts	13
4.3 Accompagnement spirituel et prise en charge des équipes	14
4.4 Autres mesures de préparation	14
4.5 Systèmes d'alerte rapide	15
4.6 Principales parties prenantes d'une réaction en cas de catastrophe	16
4.7 Formation et éducation	16
<b>MÉCANISME SDB DE RÉACTION EN CAS DE CATASTROPHE</b>	18
Étape 0 : convoquer une réunion de l'équipe d'urgence	18
Étape 1 : Évaluer l'impact de la catastrophe	18
Étape 2 : Le Provincial détermine la réaction salésienne à la catastrophe	19
Étape 3 : Décider de la réaction salésienne à la catastrophe au niveau international	19
Étape 4 : Fournir des mises à jour régulières sur la situation	20
Étape 5 : Coordonner la réaction face à la catastrophe avec les principales parties prenantes	21
Étape 6 : Activer le protocole d'action d'urgence de SDB	21
Étape 7 : Lancer des campagnes de récolte de fonds dans plusieurs pays	23
Étape 8 : Élaborer l'intervention d'urgence	23
Étape 9 : Démarrer l'intervention d'urgence	24
Étape 10 : Communiquer régulièrement des informations mises à jour	24
Étape 11 : Coordonner l'aide financière provenant de différentes sources	24
Étape 12 : Signer le contrat de projet	26
Étape 13 : Mise en œuvre, suivi et production de rapports sur l'intervention d'urgence	26
Étape 14 : Élaborer le programme de reconstruction-réhabilitation	26
Étape 15 : Signer le contrat de reconstruction et réhabilitation	27
Étape 16 : Mise en œuvre, suivi et production de rapports sur le programme de reconstruction-réhabilitation	27
Étape 17 : Rapports finaux	27
<b>6. MATRICE DE L'INTERVENTION D'URGENCE</b>	28
<b>ANNEXES</b>	
• Annexe 1 : Directives sur la communication en cas d'urgence	32
• Annexe 2 : Code de conduite de la Croix-Rouge dans les secours en cas de catastrophe avec ANNEXE SBD	34
• Annexe 3 : Intervention d'urgence lorsque des membres du DBN/procures/partenaires sont déjà présents sur place	35
• Annexe 4 : Coordination pour les urgences n'ayant pas été déclarées « réaction internationale coordonnée » par le Recteur Majeur	36
• Annexe 5 : Formulaire SDB de demande d'information sur l'implication de l'ensemble des partenaires salésiens dans la province touchée avant la catastrophe et capacité de réaction à la catastrophe (version électronique)	
• Annexe 6 : Formulaire de rapport périodique (version électronique)	
• Annexe 7 : Formulaire de programme d'urgence (version électronique)	
• Annexe 8 : Formulaire de programme de reconstruction (version électronique)	
• Annexe 9 : Formulaire de convention de partenariat (version électronique)	
• Annexe 10 : Formulaire de rapport final (version électronique)	
• Annexe 11 : Feuille de suivi Excel pour les fonds reçus (version électronique)	

# 1 RÉSUMÉ EXÉCUTIF



## Les communautés salésiennes présentes dans 132 pays du monde entier font régulièrement face à ces calamités et leurs effets

Partout, chaque jour dans le monde, la terre tremble, des pluies torrentielles inondent les champs et les villages, les typhons et les ouragans dévastent des pays entiers, les sécheresses tuent le bétail et détruisent les cultures dont dépendent les peuples pour leur survie. Les populations sont touchées par des conflits, des guerres, des actes de terrorisme, des troubles civils, des maladies et des catastrophes environnementales. Seulement quelques-unes de ces catastrophes sont relayées dans la presse tandis que d'autres, dont l'impact est pourtant tout aussi étendu, n'arrivent pas en unes de nos journaux.

Les communautés salésiennes présentes dans 132 pays du monde entier font régulièrement face à ces calamités et leurs effets. La plupart du temps, lorsqu'une catastrophe se limite uniquement à une certaine zone, les communautés et les provinces réagissent localement. Mais dans le cas de catastrophes de grande envergure, comme le tremblement de terre en Haïti en 2010, le typhon Haiyan aux Philippines en 2013 et le séisme au Népal en 2015, il s'avère nécessaire de **coordonner la réaction internationale et la solidarité** en impliquant les autres provinces salésiennes, les organisations, les institutions, les ONG salésiennes et les procures, ainsi que les donateurs privés et publics travaillant à l'aide aux populations et provinces touchées dans les secours d'urgence, la reconstruction et la réhabilitation.

En 2013, le Don Bosco Network (DBN), une fédération mondiale d'organisations de développement salésiennes, a été reconnu par le Recteur Majeur comme point focal de coordination des interventions d'urgence

internationales des Salésiens. Regroupant ainsi les efforts de nombreuses ONG salésiennes, procures et autres partenaires: Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour apporter une aide rapide et pertinente en cas d'urgence. En s'appuyant sur les expériences passées des interventions d'urgence internationales des organisations salésiennes, en mai 2015, l'Assemblée générale du DBN a ordonné la préparation d'un mécanisme d'intervention d'urgence plus détaillé. Ce document constitue la prochaine étape qui apportera encore plus d'efficacité et de professionnalisme aux interventions d'urgence salésiennes.

Ce document est composé d'une **introduction à l'aide humanitaire**, il détaille les étapes que les provinces salésiennes et leurs bureaux de planification et du développement (BPD) peuvent suivre afin de mieux se préparer aux catastrophes (**préparation aux catastrophes**) et décrit le mécanisme de réaction des communautés/provinces touchées et de la communauté internationale salésienne (Maison Générale, DBN, procures et autres institutions) en cas de catastrophe (**réaction en cas de catastrophe - étapes**).

Sauf mention contraire, ce document fait usage des définitions du Bureau des Nations Unies pour la Réduction du Risque des Catastrophes (UNISCR)<sup>1</sup> et tient compte du document approuvé par le Recteur Majeur en janvier 2014 intitulé : **Le Service des Salésiens dans les moments d'Urgence**<sup>2</sup>

1 [http://www.unisdr.org/files/7817\\_terminologyenglish.pdf](http://www.unisdr.org/files/7817_terminologyenglish.pdf), 11.02.2016  
2 <http://donbosconetwork.org/2014-guidelines-of-the-ractor-major-for-sdb-emergency-response/>

# 2 INTRODUCTION À L'AIDE HUMANITAIRE

## 2.1 Qu'est-ce qu'une catastrophe ?

Nous fournissons de l'aide humanitaire en réaction à une catastrophe. Tous les tremblements de terre ou cyclones ne mènent pas automatiquement à une catastrophe. Nous ne parlons de catastrophe que lorsque les personnes sont touchées et ne peuvent plus faire face seules à la situation.

Voici une définition plus officielle : une catastrophe est une « rupture grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant d'importants impacts et pertes humaines, matérielles, économiques ou environnementales que la communauté ou la société affectée ne peut surmonter avec ses seules ressources »<sup>3</sup>.

Les catastrophes peuvent être classées selon leur origine : elles sont soit des **catastrophes naturelles** (tremblements de terre, cyclones/typhons/ouragans, éruptions volcaniques) soit des **catastrophes d'origine humaine**. Les catastrophes peuvent également être séparées en **catastrophes soudaines** (tremblements de terre) et en **catastrophes larvées** ou d'évolution lente (sécheresses). Il existe un certain

<sup>3</sup> <https://www.unisdr.org/we/inform/terminology> consulté le 11/02/2016.

nombre de mécanismes d'alerte rapide (surveillance des sécheresses, systèmes d'alertes cyclones) que vous pouvez utiliser pour vous préparer aux catastrophes d'évolution lente.

Lorsqu'une catastrophe naturelle se produit dans une zone déjà touchée par l'instabilité politique ou la guerre, nous parlons d'une **urgence complexe**. Les interventions humanitaires sont habituellement des interventions à court terme, mais certaines crises durent si longtemps que cette aide est nécessaire pendant de nombreuses années (Soudan, Somalie, Syrie). Nous appelons ces situations des **urgences/crises prolongées**.

## 2.2 Qu'est-ce que l'aide humanitaire ?

Le premier objectif de l'aide humanitaire est de soulager les souffrances humaines. L'aide humanitaire est octroyée strictement sur la seule base des besoins. Aucun groupe ne reçoit de traitement privilégié, et elle ne peut jamais être reliée à des conditions politiques. Elle se fonde sur les **Quatre principes humanitaires**<sup>4</sup> :

- **Humanité** : ce principe signifie qu'une solution doit être trouvée aux souffrances humaines partout où elles se manifestent, en prêtant une attention particulière aux populations les plus vulnérables. Le but de l'aide humanitaire est de protéger la vie et la santé et d'assurer le respect envers les êtres humains.
- **Neutralité** : ce principe signifie que l'aide humanitaire ne doit favoriser aucun camp lors de conflits armés ou autres ni prendre parti dans des controverses d'ordre politique, racial, religieux ou idéologique.

<sup>4</sup> OCHA d'une seule voix : les principes humanitaires (2010) : [http://www.unocha.org/sites/dms/Documents/OOM\\_HumPrinciple\\_French.pdf](http://www.unocha.org/sites/dms/Documents/OOM_HumPrinciple_French.pdf), consulté le 11/02/2016 dans sa version anglaise : [https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/OOM\\_HumPrinciple\\_English.pdf](https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/OOM_HumPrinciple_English.pdf)



## Le premier objectif de l'aide humanitaire est de soulager les souffrances humaines

- **Impartialité** : l'aide humanitaire doit être octroyée sur la seule base des besoins, avec une priorité accordée aux cas les plus urgents de détresse, sans aucune discrimination à l'encontre de la nationalité, de la race, du genre, des croyances religieuses, de la classe ou des opinions politiques.
- **Indépendance** : ce principe vise à assurer l'autonomie des objectifs humanitaires par rapport aux objectifs politiques, économiques, militaires ou autres qu'un acteur peut avoir dans les zones d'intervention humanitaire.

En se fondant sur ces principes, le Mouvement de la Croix-Rouge et plusieurs ONG internationales ont développé le « **Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes** »<sup>5</sup> (plus communément appelé « Le Code de Conduite »). Il contient 10 principes directeurs dans l'octroi de l'aide humanitaire.

1. L'impératif humanitaire est une priorité absolue.
2. L'aide est apportée sans aucune considération de race, de croyance

<sup>5</sup> <http://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/code-of-conduct/code-french.pdf>, consulté le 11/02/2016 dans sa version anglaise : <http://www.icrc.org/eng/assets/files/publications/icrc-002-1067.pdf>

ou de nationalité des bénéficiaires, et sans discrimination d'aucune sorte. Les priorités en matière d'assistance sont déterminées en fonction des seuls besoins.

3. L'aide ne saurait être utilisée au service de convictions politiques ou religieuses, quelles qu'elles soient.
4. Nous nous efforcerons de ne pas servir d'instrument à la politique étrangère des gouvernements.
5. Nous respecterons les cultures et les coutumes.
6. Nous chercherons à fonder notre réaction en cas de catastrophe sur les capacités locales.
7. Nous nous emploierons à trouver des moyens d'associer les bénéficiaires des programmes à la gestion des secours.
8. Les secours doivent autant viser à limiter les vulnérabilités futures qu'à satisfaire les besoins essentiels.
9. Nous nous considérons responsables, tant à l'égard des bénéficiaires potentiels de nos activités que vis-à-vis de nos donateurs.
10. Dans nos activités d'information, de promotion et de publicité, nous présenterons les victimes de catastrophes comme des êtres humains dignes de respect, et non comme des objets de pitié.





Certains membres du Réseau Don Bosco tels que Don Bosco Mondo ou Jovenes y Desarrollo, ont signé le Code de Conduite et nos donateurs attendent de nous que nous respections ces directives lorsqu'ils financent nos projets. Chaque principe est davantage détaillé dans le lien en note de bas de page<sup>6</sup>.

## 2.3 Exemples de projets d'aide humanitaire

Notre charisme salésien étant fondamentalement éducatif, nos interventions doivent être toutes imprégnées de notre approche d'éducation. Nous avons la volonté d'aider ceux et celles qui ont été touchés, afin qu'ils et elles ressentent que quelqu'un les aime et se trouve à leurs côtés.

Ci-dessous sont cités des exemples de projets d'aide humanitaire présents lors des secours mais aussi lors des phases de reconstruction

<sup>6</sup> <http://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/code-of-conduct/code-french.pdf>, consulté le 11/02/2016 dans sa version anglaise : <http://www.icrc.org/eng/assets/files/publications/icrc-002-1067.pdf>

et réhabilitation. Nous devons tenir compte de notre approche éducative au stade de l'élaboration de proposition de projets similaires.

## Secours

Le **secours** vise à sauver les vies des populations touchées par une catastrophe en répondant à leurs nécessités de base. Le secours est apporté pendant une période de temps restreinte après une catastrophe et avant que ne débutent la réhabilitation et la reconstruction. Toutefois, certains contextes des crises prolongées comme dans le cas de la Syrie nécessitent des secours qui s'étalent sur une période de temps plus longue.

Exemples de projets de secours :

- Distribution de denrées alimentaires (rations alimentaires, repas)
- Fourniture d'eau et de moyens d'assainissement (latrines)
- Fourniture de produits d'hygiène (savon, brosse à dents, dentifrice)
- Fourniture d'abris (tentes, bâches)
- Distribution de produits non-alimentaires (ustensiles de cuisine, couver-

tures, matelas, vêtements, fourneaux/poêles)

- Éducation (écoles, formation professionnelle)
- Mise à disposition d'espaces adaptés aux enfants et aux jeunes
- Accompagnement psychosocial (suivi psychologique post-traumatique, soin pastoral)
- Fourniture de soins médicaux (médicaments, traitements)

## Réhabilitation et reconstruction

Après la phase de secours immédiats, lorsque les conditions permettent des activités à plus long terme, la **phase de réhabilitation et de reconstruction** démarre, afin d'aider les populations touchées à reconstruire leurs vies après la catastrophe. Exemples de projets de réhabilitation et reconstruction :

- Éducation et formation professionnelle
  - > Formation des enseignants et développement de programmes scolaires
  - > Programmes de bourses d'étude pour les enfants et les jeunes
  - > Fournir une éducation
  - > Fournir une formation professionnelle
- Rétablissement des moyens d'existence
  - > Projets générateurs de revenus
  - > Distribution d'outils et contributions agricoles
- Reconstruction des infrastructures matérielles
  - > Édifices publics
  - > Écoles
  - > Maisons
  - > Installations salésiennes
- Infrastructures pour l'eau et les moyens d'assainissement
  - > Fourniture d'eau potable (construction de puits, forage)
  - > Construction de latrines
  - > Formation sur la santé et l'hygiène
- Activités éducatives et de loisirs extrascolaires
- Accompagnement psychosocial, soin pastoral

- Réinsertion des enfants non-accompagnés et séparés

- > Regroupement familial
- > Placement dans des familles d'accueil
- > Construction de maisons, si nécessaire

## 2.4 Destinataires de l'aide humanitaire

L'aide humanitaire est fournie aux personnes touchées par la catastrophe, en prêtant une attention particulière aux populations les plus vulnérables.

« Vulnérables » fait référence aux personnes qui sont « tout particulièrement sensibles aux effets des catastrophes naturelles ou d'origine humaine ou des conflits. Les individus sont ou deviennent plus vulnérables aux catastrophes en raison d'une combinaison de facteurs physiques, sociaux, environnementaux et politiques. Ils et elles peuvent être marginalisés par leur société en raison de leur appartenance ethnique, âge, sexe, handicap, classe ou caste, affiliations politiques ou religion. Une combinaison de vulnérabilités et l'effet d'un contexte souvent instable contribuent au fait que les personnes sont plus vulnérables à cause de différentes raisons et de différentes manières. »<sup>7</sup> Exemples de groupes vulnérables : enfants, femmes, personnes âgées, personnes en situation de handicap, enfants séparés et non-accompagnés, enfants vivant dans la rue, personnes vivant avec le VIH/SIDA et membres de minorités.

Dans le cas des SDB, nous sommes forts d'une longue expérience de travail avec les enfants et les jeunes en situations difficiles. Lorsque nous identifions les bénéficiaires de nos projets humanitaires, nous nous attachons tout particulièrement à venir en aide à ces groupes.

<sup>7</sup> Le Projet Sphère : La Charte humanitaire et les standards minimums de l'intervention humanitaire 2011, p.61 <http://www.sphereproject.org/handbook/>, consulté le 11/02/2016 dans sa version anglaise (le 13/03/2018 dans sa version française)



# 3 3. GESTION DES CATASTROPHES

Fournir une aide humanitaire en réponse à une catastrophe est l'une des composantes de ce que nous appelons la Gestion des catastrophes. La Gestion des catastrophes vise à réduire et à éviter les pertes dues aux aléas et à garantir une aide rapide et adéquate aux personnes touchées par des catastrophes. Le Cycle de gestion des catastrophes illustre la façon dont nous prévoyons et réduisons l'impact des catastrophes, ainsi que la façon dont nous réagissons et nous nous redressons de ces catastrophes.



## Mesure d'atténuation :

Minimiser les effets d'une catastrophe. Exemples : constructions parasismiques et paracycloniques, codes de construction, zonage, éloignement des populations des zones à haut risque, systèmes d'alerte rapide, campagnes publiques d'éducation, introduction de cultures résistantes à la sécheresse et régimes d'assurance.

## État de préparation :

Planifier la réaction face à une catastrophe. Exemples : élaboration de plans de préparation et de réaction aux catastrophes, organisation d'exercices d'urgence, simulations de catastrophe et systèmes d'alerte rapide. Ce document est un exemple de stratégie de préparation : il nous permet d'être mieux préparés et de réagir mieux et plus rapidement à une urgence.

**Réaction :** La réaction à une catastrophe. Exemples : fourniture des secours d'urgence (denrées alimentaires, eau, abris, scolarité, soins médicaux, etc.), accompagnement psychosocial (suivi psychologique post-traumatique) et rétablissement des services indispensables (télécommunications, transports, santé).

**Redressement :** Réhabilitation et reconstruction après une catastrophe. Exemples : (re)construction matérielle des écoles et des maisons ainsi que remise en état du tissu social et économique d'une communauté (formation professionnelle, éducation, programmes sur les moyens de subsistance, suivi psychologique post-traumatique).



# 4 PRÉPARATION AUX CATASTROPHES

En tant que communauté, les SDB ont réagi à un certain nombre de catastrophes de grande envergure ces dernières années : tsunami dans l’Océan Indien, séismes en Haïti et au Népal, sécheresses au Sahel et dans la Corne de l’Afrique, typhon Haiyan aux Philippines et épidémie d’Ebola en Afrique de l’Ouest, tout comme nous avons réagi à des catastrophes plus réduites et localisées. Lorsque ces catastrophes ont eu lieu, les Salésiens ont réagi conformément à leur charisme.

Le présent document synthétise le mécanisme de réaction en cas de catastrophe de grande envergure nécessitant une solidarité internationale mais les étapes ci-dessous peuvent également aider à se préparer à une catastrophe plus réduite et locale qui pourrait toucher les provinces et les communautés.

De par le monde, de nombreuses tendances indiquent qu’il va être de plus en plus important de savoir se préparer et réagir aux catastrophes. Le nombre de catastrophes naturelles a doublé ces dix dernières années. Conséquence du changement climatique, **les phénomènes météorologiques extrêmes** tels que les tempêtes tropicales, les inondations, les glissements de terrain, les vagues de chaleur et les sécheresses deviennent de plus en plus fréquents et graves.<sup>8</sup> En raison de la pression démographique, de l’urbanisation, de la concurrence à l’exploitation et la surexploitation des ressources naturelles, le nombre de personnes vivant dans des zones à haut risque (deltas, versants escarpés) augmente à vitesse grand V.

8 UNISDR (2008): Climate Change and Disaster Risk Reduction – Briefing Note 1. [http://www.unisdr.org/files/4146\\_ClimateChangeDRR.pdf](http://www.unisdr.org/files/4146_ClimateChangeDRR.pdf), consulté le 11/02/2016

## 4.1 Mener une analyse des risques et élaborer des scénarios de réaction

La première étape dans la préparation à une catastrophe est d’analyser la situation et les risques spécifiques. Ci-dessous une liste des risques de catastrophe possibles qui peuvent s’appliquer à la province.

La plupart de ces risques sont bien connus, mais l’expérience personnelle seule ne peut pas déterminer tous les risques auxquels sera soumise la province. Souvenez-vous par exemple d’Haïti, qui n’avait pas subi de séisme depuis 200 ans, le risque étant pourtant toujours présent. Assurez-vous de vous informer auprès des autorités locales chargées de la gestion des catastrophes. Internet peut parfois être une bonne source d’information, mais contrôlez bien que ces sources sont authentiques et non biaisées. Preventionweb.net peut par exemple être une bonne référence.

### Catastrophes naturelles

(liste non exhaustive)

- Séisme/Tsunami
- Éruption volcanique
- Glissement de terrain
- Inondation
- Vague de tempêtes
- Cyclone/Typhon/Ouragan
- Vague de chaleur
- Sécheresse
- Tempête de sable et de poussière
- Incendie
- Vague de froid

### Catastrophes d’origine humaine

(liste non exhaustive)

- Guerre/Conflit
- Attaques directes
- Sièges
- Déplacements de populations
- Catastrophes industrielles

### Maladies

- Ebola
- Choléra
- Autres maladies contagieuses telles que la rougeole, la polio



Une fois les risques de catastrophes identifiés à l’échelle locale, remplissez la matrice de risque<sup>9</sup> où chaque risque est classé en fonction de sa probabilité et de son impact.

		Impact				
		Insignifiant	Mineur	Modéré	Majeur	Extrême
Probabilité	Rare	Faible	Faible	Faible	Moyen	Moyen
	Improbable	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Moyen
	Modérée	Faible	Moyen	Moyen	Moyen	Élevé
	Probable	Moyen	Moyen	Moyen	Élevé	Élevé
	Très probable	Moyen	Moyen	Élevé	Élevé	Élevé

9 <http://www.justgetpmp.com/2012/02/probability-and-impact-matrix.html>, consulté le 09/02/2016

Développez ensuite les scénarios de réaction pour les catastrophes qui entrent dans la catégorie rouge de risque « élevé ». Élaborez ces scénarios pour deux groupes-cible différents : a) la province SDB et les communautés SDB et b) la communauté locale (population). Pour chaque catastrophe, suivez les étapes ci-dessous.

Spécifier le type de catastrophe :	
Province SDB et communautés SDB	Communauté locale
Qu'arrive-t-il à la province et aux communautés SDB lorsque la catastrophe s'abat sur elles ? Exemples : destruction massive de bâtiments, inondations, afflux de réfugiés/personnes déplacées.	Qu'arrive-t-il à la communauté locale lorsque la catastrophe s'abat sur elle ? Exemples : destruction massive de bâtiments, inondations, afflux de réfugiés/personnes déplacées.
Quelles seront les principales nécessités de la province et des communautés SDB ? Exemples : denrées alimentaires, eau, matériel pour la construction d'abris, suivi psychologique post-traumatique.	Quelles seront les principales nécessités de la communauté locale : écoles, centres pour les jeunes/ enfants en danger, paroisse, quartier ? Exemples : denrées alimentaires, eau, matériel pour la construction d'abris, suivi psychologique post-traumatique.
Quel soutien, quelle aide le DBN, les procures, les ONG et autres provinces SDB peuvent-ils fournir ?	Quelles sont les capacités de la province et communautés SDB dans l'apport de secours ? A-t-on de l'expérience dans la fourniture d'un certain type de secours ?
Identifier les fournisseurs pouvant stocker des produits de secours.	Après avoir identifié les secours à fournir, identifier les fournisseurs pouvant stocker des produits de secours.
Identifier les volontaires qui pourraient aider dans la réaction à la catastrophe.	Identifier les volontaires qui pourraient aider dans la réaction à la catastrophe.

4.2 Procédures de réaction

La prochaine étape consiste à développer les procédures de réaction pour la province. Ci-dessous, quelques composantes clés qui doivent être incluses dans les procédures de réaction.

4.2.1 Équipe d'urgence<sup>10</sup>

Établir une équipe d'urgence au BPD. Habituellement, l'équipe d'urgence est constituée de membres du personnel du BPD, mais ils peuvent également travailler

<sup>10</sup> Fortement recommandé dans les provinces habituellement frappées par des catastrophes régulières ou des conflits armés

à d'autres postes dans la province. Ils ont un rôle prédéterminé en cas de catastrophe et se soumettent à la formation adéquate. Lorsque la catastrophe se produit, les membres de l'équipe d'urgence endossent immédiatement leur rôle au sein de l'équipe d'urgence. Le nombre de membres varie selon la taille du BPD et l'envergure de l'intervention. Une équipe d'urgence doit exercer les fonctions suivantes (une personne peut être chargée de plus d'une fonction) :

- Responsabilité globale de l'intervention d'urgence.
- Être le principal point de contact avec le DBN, les procures, les ONG et les autres provinces SDB.

- Communications avec le DBN, les procures, les ONG et les autres provinces SDB : responsabilité de transmettre régulièrement des images et des récits pour la presse/les médias et pour les partenaires salésiens. Ceci peut s'effectuer via l'ANS et les sites Internet des partenaires salésiens et par la présence sur les réseaux sociaux. Le DBN met à disposition une plateforme interne contenant des ressources et où les photos, vidéos et les documents pour les récoltes de fonds peuvent être partagés avec tous les partenaires prenant part à l'intervention.
- Conception de projet, suivi et évaluation : responsabilité de rédiger des notes conceptuelles et des propositions de projets et de les envoyer au coordinateur du DBN et au coordinateur des procures. Rédaction de mises à jour et rapports réguliers, suivi des progrès des activités (les propositions de projet doivent être approuvées par le conseil provincial et envoyées via le BPD).
- Gestion financière : effectuer un suivi des entrées de fonds et des dépenses.
- Surveillance des systèmes d'alerte rapide (il s'agit d'une responsabilité continue, voir le point 4.5, « Systèmes d'alerte rapide »).

S'assurer que tous les membres de l'équipe d'urgence ont connaissance de leur rôle et le comprennent. Si un membre de l'équipe s'en va, il doit être remplacé par quelqu'un, qui sera formé à son rôle au sein de l'équipe d'urgence.

Dans l'idéal, les membres de cette équipe ne doivent pas changer pendant l'intervention. Toutefois, si un changement s'avère nécessaire, il doit être prévu suffisamment à l'avance afin de transférer les responsabilités au nouveau membre.

Province composée de plus d'un pays

Si une province comprend plusieurs pays, chaque pays doit former sa propre équipe d'urgence, qui travaillera en étroite colla-



boration avec le BPD. Il est important que les fonctions citées précédemment soient également exécutées dans le pays touché avec gestion et supervision globales de la part de l'équipe d'urgence du BPD. Le BPD doit également envisager de déployer du personnel dans le pays touché afin de fournir une assistance directe.

4.2.2 Listes de contacts

Dresser une liste de tous les contacts importants avec les noms, numéros de portable et de ligne fixe et adresses électroniques. Avec ces numéros, créer un arbre



qui illustre la façon dont l'équipe d'urgence et le personnel clé sont alertés d'une catastrophe, qui doit contacter les volontaires, les autorités gouvernementales chargées de la gestion des catastrophes et les fournisseurs des produits de secours, etc. Vous devez être munis d'une liste de :

- Membres de l'équipe d'urgence
- L'Économe général, le Conseiller des missions, le Coordinateur des procureres, le Coordinateur du DBN
- Personnel clé de la province
  - > Provincial
  - > Secrétaire provincial
  - > Économe
  - > Directeur du BPD
  - > Tout le personnel du BPD
- Personnel clé de la Famille Salésienne et autres congrégations religieuses
- Autorités gouvernementales chargées de la gestion des catastrophes
- Volontaires pouvant aider à l'intervention
- Fournisseurs des produits de secours (tels que les denrées alimentaires et produits non-alimentaires, médicaments et matériaux pour la construction d'abris)
- Fournisseurs de transport de personnes et de marchandises
- Prestataires de services de maintenance (réparations) pour les moyens de communication, électricité, plomberie

#### 4.3 Accompagnement spirituel et prise en charge des équipes

Une catastrophe ne perturbe pas seulement le bon fonctionnement d'une communauté, elle a un impact profond et potentiellement traumatisant sur les survivants et ceux et celles qui leur viennent en aide. La population touchée, mais également les équipes SDB et les équipes laïques, peuvent avoir besoin de soin pastoral et/ou d'accompagnement psychologique lors de la catastrophe et ses répercussions. Ceci peut prendre différentes formes, telles que les visites de soutien de la part d'un superviseur et l'accès au soin pastoral et à l'accompagnement psychologique ou des périodes prolongées de congés (permissions) pour les équipes SDB et



Une catastrophe ne perturbe pas seulement le bon fonctionnement d'une communauté, elle a un impact profond et potentiellement traumatisant sur les survivants et ceux et celles qui leur viennent en aide

laïques travaillant dans des environnements très stressants. Chaque province, mais aussi le bureau du Recteur Majeur à Rome doit envisager plusieurs mesures de soutien et d'accompagnement.

#### 4.4 Autres mesures de préparation

- Former aux premiers secours un nombre suffisant de personnel, salésien et laïque, de toutes les institutions et structures de la province. Ceci peut être fait par un prestataire organisant des cours de premiers secours, comme la Croix-Rouge/Ambulance Saint-Jean. Répéter les formations régulièrement et s'assurer que les nouvelles équipes sont également formées.
- S'assurer que les installations disposent de kits de premiers secours et d'extincteurs. Les kits de premiers secours et les extincteurs doivent être régulièrement contrôlés et entretenus. Former les personnes afin qu'elles sachent où se trouvent lesdits kits et extincteurs et comment les utiliser.
- Procéder à un entretien régulier des véhicules, s'assurer qu'ils ont toujours un minimum de combustible ou que les installations disposent de réserves de combustible.

- La communication est primordiale dans une intervention d'urgence rapide. Procéder à un entretien régulier des équipements de télécommunications (portables, téléphones, internet, téléphones satellitaires, radios), et conserver des batteries/piles de rechange.
- Il peut être utile d'avoir une source d'énergie de secours (panneau solaire, générateur, batteries). S'assurer de leur entretien régulier et de leur approvisionnement suffisant en combustible.
- Effectuer régulièrement des copies de sauvegarde de tous les documents importants et les conserver dans un endroit sûr.
- Disposer d'un compte bancaire dédié à l'intervention d'urgence uniquement pour recevoir des fonds de l'étranger.
- Si les scénarios de réaction indiquent que la province doit stocker des produits de secours (denrées alimentaires, eau, bâches, tentes, etc.), décider de l'espace qui sera utilisé pour les entreposer. Bien avoir en tête que cet espace doit être adapté aux produits de secours. Développer un système d'inventaire et de suivi des produits.
- Stocker des denrées alimentaires et des boissons.

- Renouveler les stocks de denrées alimentaires et boissons d'urgence bien avant leurs dates d'expiration.

#### 4.5 Systèmes d'alerte rapide

Établir s'il existe des systèmes d'alerte rapide au niveau local. Normalement, ceux-ci existent pour les tempêtes tropicales, les inondations, les tsunamis, les invasions de criquets/sauterelles, les sécheresses, etc.

Exemples de systèmes d'alerte rapide :

- Le Réseau du système d'alerte rapide aux risques de famine (<http://www.fews.net/>) surveille les conditions de sécheresse et environnementales dans une grande partie du monde.
- Le Système mondial d'alerte et de coordination en cas de catastrophe (<http://www.gdacs.org>) fournit des alertes rapides concernant les tempêtes tropicales et dans une certaine mesure, les tsunamis.
- Agence météorologique japonaise (<http://www.jma.go.jp/jma/indexe.html>)
- Administration des services atmosphériques, géophysiques et astronomiques des Philippines (<http://www.pagasa.dost.gov.ph/>)



- Bureau de météorologie du gouvernement australien (<http://www.bom.gov.au/>)
- Service météorologique d'Inde (<http://www.imd.gov.in/Welcome%20To%20IMD/Welcome.php>)
- Centre national des ouragans (<http://www.nhc.noaa.gov/>)

Il peut exister encore d'autres systèmes d'alerte rapide dans le pays, même au niveau très local. Les autorités gouvernementales chargées de la gestion des catastrophes peuvent aider à en savoir plus sur ces systèmes locaux.

Souscrire aux systèmes d'alerte rapide utiles à l'échelle locale. Déterminer qui, au sein de l'équipe de l'urgence, est responsable de cette tâche. À la réception d'informations du système d'alerte rapide, prendre les mesures de précaution et de préparation telles que l'évacuation de certaines zones, s'assurer que les équipements fonctionnent bien, vérifier les listes de contact et acheter les produits de secours, etc. Former le personnel sur la façon d'utiliser les systèmes d'alerte rapide.

#### 4.6 Principales parties prenantes d'une réaction en cas de catastrophe

Identifier les principales parties prenantes de la zone locale impliquées dans la préparation et la réaction aux catastrophes. Les contacter et conserver sur fichier les coordonnées et données de la personne de contact. Ces données doivent être maintenues à jour. Les contrôler au moins une fois par an.

La première étape doit être de contacter **les autorités gouvernementales chargées de la gestion des catastrophes** et de prendre connaissance de leurs plans de préparation aux catastrophes.

S'informer pour savoir ce que les autres membres de la Famille Salésienne et des autres congrégations religieuses font pour se préparer aux catastrophes.

Si des opérations humanitaires sont actuellement en cours localement, le Bureau des

Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)<sup>11</sup> a peut-être déjà un bureau ou un représentant sur place. Identifier également les autres congrégations religieuses et ONG/agences onusiennes se focalisant tout particulièrement sur les enfants, les jeunes et l'éducation comme l'UNICEF, Caritas, Service jésuite des réfugiés, Save the Children, World Vision International, Plan International et ChildFund International. Lorsqu'une catastrophe se produit, il est important d'avoir ces contacts à disposition. Après une catastrophe majeure, la situation est souvent très déroutante, et il est crucial que tout le monde coordonne son travail. Dans le cas contraire, certaines des populations qui se trouvent dans des zones difficiles d'accès pourraient ne pas recevoir du tout d'aide, alors que d'autres zones vont se retrouver saturées. Il est important que cette aide ne soit pas fournie d'une façon qui oblige à doubler les efforts dans une autre zone.

#### 4.7 Formation et éducation

Les procédures de réaction n'ont d'utilité que si tout le monde en est familier et a conscience de son propre rôle. Ne pas oublier que ces procédures sont requises une fois que la catastrophe a déjà eu lieu. Essayer ces procédures pour la première fois alors que la catastrophe est en train de se produire n'est pas une bonne idée. La pratique et la planification antérieures à la catastrophe sont primordiales.

La meilleure manière de s'assurer que ces procédures fonctionnent réellement est d'effectuer des tests et des simulations de toutes les composantes de l'intervention d'urgence. Il est important de passer en revue la liste de contacts et d'établir la rapidité à laquelle l'équipe d'urgence peut être réunie. Effectuer une simulation de catastrophe grande nature au bureau ou au sein de la communauté, par exemple avec un exercice incendie ou une évacuation. Il est également important que tout le monde sache comment se mettre à l'abri pendant et juste après la catastrophe.

<sup>11</sup> <http://www.unocha.org/where-we-work>

La meilleure manière de s'assurer que ces procédures fonctionnent réellement est d'effectuer des tests et des simulations de toutes les composantes de l'intervention d'urgence





# 5 MÉCANISME SDB DE RÉACTION EN CAS DE CATASTROPHE

Les communautés SDB locales peuvent démarrer les activités de réaction immédiate lorsqu'a lieu la situation d'urgence.

## ÉTAPE 0

**CONVOQUER LA RÉUNION DE L'ÉQUIPE D'URGENCE** (en réunion, en ligne, sous forme de conférence téléphonique)

## ÉTAPE 1

**ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA CATASTROPHE**

L'équipe d'urgence doit se réunir le plus vite possible afin de :

- Évaluer l'impact de la catastrophe sur les communautés salésiennes ainsi que sur les zones environnantes. Si possible, recueillir des renseignements auprès du bureau du gouvernement local chargé des catastrophes sur l'étendue des dégâts, par ex. : le nombre de villages touchés, le nombre de morts, etc. et son action de mobilisation immédiate.

- Évaluer les nécessités humanitaires (de quel type d'aide les communautés salésiennes ont-elles besoin ? De quel type d'aide les zones environnantes ont-elles besoin ?)
- Quel type de soutien pastoral est requis ? Évaluer les ressources humaines et matérielles (de combien d'individus est composé le personnel ? Combien de volontaires ? Quelle est leur expérience ? Combien d'argent s'attend-on à recevoir ?)
- Décider de la réaction immédiate. Consulter les différents scénarios de réaction développés dans le cadre de la préparation aux catastrophes (cf. section 4.1) et les exemples de projets d'aide humanitaire (cf. section 2.3) pour trouver des idées.
- Planifier les canaux de coordination et communication les plus efficaces à l'échelle provinciale en prenant en considération l'implication du BPD (et de la procure provinciale/ONG si elles ne sont pas intégrées au BPD), de l'économe provincial, du secrétaire, du département de communication, des communautés SDB touchées, des écoles, des centres pour les jeunes, des paroisses.
- En fonction de l'envergure de la catastrophe, évaluer l'implication possible des provinces SDB voisines dans la réaction.
- Si un membre du DBN est présent dans la province, l'équipe d'urgence peut l'inclure dans la réaction.

Le coordinateur des procures à la Maison Générale sert de « coordinateur d'urgence » lorsque la catastrophe se produit. Il contacte la(les) province(s) touchée(s) le plus rapidement possible et partage les informations avec tous les partenaires. Les ONG/procures salésiennes peuvent également contacter directement la province si elles font déjà partie

du partenariat. Les membres du DBN ayant une présence dans la province peuvent coopérer et soutenir le BPD (voir annexe 3).

## ÉTAPE 2

**LE PROVINCIAL DÉTERMINE LA RÉPONSE SALÉSIENNE À LA CATASTROPHE**

Dans les 1 à 3 jours suivant la catastrophe, le Provincial décidera du type de réaction salésienne en fonction de l'analyse décrite plus haut.

Types de réaction

- Réaction ciblant exclusivement les individus et installations des communautés salésiennes
- Réaction ciblant la communauté locale

## ÉTAPE 3

**DÉCIDER DE LA RÉACTION SALÉSIENNE À LA CATASTROPHE AU NIVEAU INTERNATIONAL**

Si une solidarité internationale se révèle nécessaire, le Provincial contacte le Conseiller général des missions, le Conseiller régional, l'Économe régional et le Coordinateur des procures afin de décider du niveau d'urgence et démarrer la procédure d'urgence internationale. Si les SDB ou la Famille Salésienne n'ont pas été directement impactés par la catastrophe mais que les membres des SDB ou de la Famille Salésienne se trouvent à proximité du lieu de la catastrophe et qu'ils disposent d'une capacité d'intervention d'urgence, conformément aux Directives du Recteur Majeur,

**Le coordinateur des procures à la Maison Générale sert de « coordinateur d'urgence » lorsque la catastrophe se produit**





## Chaque procure et ONG internationale Don Bosco indiquera si oui ou non elle participe aux campagnes et projets pour appuyer la réaction salésienne d'aide à la population touchée



Le Provincial informera le Recteur Majeur d'une intervention d'urgence possible et le Recteur Majeur décide si une réaction coordonnée aura lieu. Si le Recteur Majeur décide qu'une réaction internationale et coordonnée est requise, il nomme (ou demande, dans le cas par exemple d'une ONG salésienne) un coordinateur pour s'occuper de cette urgence en particulier. Dans le respect du principe de subsidiarité, le coordinateur sera aussi proche que possible de la situation d'urgence, des points de vue géographique et culturel. Cette personne et son bureau seront responsables de la coordination de l'intervention d'urgence dans la mesure du possible, avec le soutien, si et lorsque nécessaire, du Coordinateur des procures. Le Coordinateur des procures, avec le soutien technique du bureau du DBN, s'assure de la bonne circulation des informations et des décisions entre les procures, les ONG et l'Économe général. Le Recteur Majeur peut proposer du personnel supplémentaire pour aider la province touchée. Le personnel SDB déployé doit avoir de l'expérience du contexte de catastrophe, les compétences professionnelles requises et la capacité à communiquer dans la langue utilisée sur place.

Si le Recteur Majeur ne déclare pas de « réaction internationale coordonnée », les

membres et partenaires du DBN (procures) suivront la réaction interne coordonnée décrite en annexe 4.

### ÉTAPE 4

#### FOURNIR DES MISES À JOUR RÉGULIÈRES SUR LA SITUATION

Dans les 1 à 3 jours suivant la catastrophe, le membre de l'équipe d'urgence chargé de la communication rédigera une mise à jour sur la situation (voir annexe 1).

La mise à jour sur la situation doit également contenir :

- La **décision prise par le Provincial** (ou Recteur Majeur) concernant la réaction salésienne à la catastrophe (le plus tôt possible) ;
- La **demande d'aide formulée** par la province pour réagir à l'urgence ; et
- Les coordonnées bancaires pour le transfert de fonds.

Ces informations doivent être envoyées à :

- L'ANS
- Le Conseil Général SDB (Conseiller des missions, Économe Général, Conseiller régional concerné)
- Le Coordinateur des procures

- Le coordinateur sélectionné par le Recteur Majeur pour une urgence en particulier
- Le Coordinateur du DBN (cette personne enverra les informations aux ONG internationales Don Bosco et aux procures)
- Autres institutions, en fonction de ce que décide la province salésienne.

### ÉTAPE 5

#### COORDONNER LA RÉACTION FACE À LA CATASTROPHE AVEC LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES

Consulter la section 4.5 pour obtenir un aperçu des principales parties prenantes dans la réaction en cas de catastrophe.

- Contacter les autorités gouvernementales chargées de la gestion des catastrophes ou l'agence onusienne (habituellement l'OCHA) en charge de la coordination.
- Leur fournir les coordonnées de contact du chef de l'équipe d'urgence.
- Participer aux réunions de coordination des secteurs de réaction auprès desquels est engagée l'équipe.
- Coordonner les activités avec les autorités gouvernementales chargées



de la gestion des catastrophes/l'OCHA et les autres ONG.

- Coordonner les activités avec le diocèse local, Caritas, la Famille Salésienne et les autres congrégations religieuses.


### ÉTAPE 6

#### ACTIVER LE PROTOCOLE D'ACTION D'URGENCE DE SDB

Le Coordinateur des procures activera le protocole SDB pour les situations d'urgence dans les 3 jours.

- Chaque procure et ONG internationale Don Bosco indiquera si oui ou non elle participe aux campagnes et projets pour appuyer la réaction salésienne d'aide à la population touchée. Chaque procure et ONG internationale Don Bosco devra donc remplir le formulaire en annexe 5. Dans ce formulaire, chaque procure et ONG internationale Don Bosco indiquera la personne de contact ou les individus qui se trouveront sur la liste de diffusion de toutes les institutions salésiennes participantes.
- Le Coordinateur du DBN enverra la liste des personnes à contacter des procures et des ONG internationales Don Bosco et autres partenaires à la





Du point de vue opérationnel, il est préférable que les fonds récoltés puissent être utilisés à la fois pour la réaction immédiate et pour les efforts de réhabilitation et reconstruction par la suite

personne chargée de la communication de l'équipe d'urgence locale, afin de les inclure dans la liste de diffusion internationale.

- Le Coordinateur du DBN fournira les coordonnées de contact de l'équipe d'urgence locale à toutes les procures, ONG internationales Don Bosco et autres partenaires.
- Le Coordinateur du DBN établit la **conférence téléphonique d'urgence** qui coordonnera l'échange d'informations et des actions sur le terrain. Ceci est particulièrement important si le BPD de la province SDB touchée est faible ou que la situation d'urgence touche plusieurs provinces SDB. L'ONG ou la procure la mieux située et sélectionnée par le Recteur Majeur peut apporter directement son soutien aux efforts de coordination de la province/BPD touchés ou assurer la coordination si nécessaire. Ceci sera décidé par la province touchée.

#### Standards en matière de coordination :

- Préparer une liste exhaustive des contacts de l'équipe d'urgence et des organisations salésiennes impliquées dans la récolte de fonds.
- Récupérer et partager avec tous les partenaires les photos, vidéos et autres matériaux et les déposer sur le site Internet du DBN. Les photos et les vidéos doivent être accompagnées de descriptions et d'informations sur les copyrights et la possibilité pour les partenaires de les utiliser doit être précisée.
- Conserver des données complètes sur tous les fonds reçus dans un fichier Excel, mis à disposition de tous les partenaires pour vérification (l'annexe 11 contient la feuille de suivi pour les fonds reçus).
- Présenter des rapports réguliers à tous les partenaires comme le précisent les étapes et la matrice de ce document.
- Faciliter les communications entre l'équipe d'urgence et tous les partenaires concernant les informations sur les dons spécifiques, les possibilités de fi-

nancement pour l'élaboration de projets (par exemple : le financement public), la documentation et le suivi de projet.

- Instaurer une étroite collaboration avec l'équipe d'urgence dans la conception des programmes de secours, reconstruction et réhabilitation, et consulter tous les partenaires et donateurs lorsque le besoin se manifeste.
- Faciliter l'évaluation interne finale de l'intervention d'urgence, des secours et de la reconstruction.

### ÉTAPE 7

#### LANCER DES CAMPAGNES DE RÉCOLTE DE FONDS DANS PLUSIEURS PAYS

Avec les informations reçues, les procures, les ONG internationales Don Bosco et les autres institutions participantes dans leurs pays respectifs organiseront des campagnes de récolte de fonds, en tenant compte du **Code de conduite sur les images et les messages** (cf. annexe 1) et du « Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes »<sup>12</sup>. Du point de vue opérationnel, il est préférable que les fonds récoltés puissent être utilisés à la fois pour la réaction immédiate et pour les efforts de réhabilitation et reconstruction par la suite. Les campagnes de récolte de fonds doivent tenir compte de ceci, dans la mesure du possible.

### ÉTAPE 8

#### ÉLABORER L'INTERVENTION D'URGENCE

Rédiger une proposition détaillant l'intervention d'urgence. Il s'agit ici d'apporter davantage de détails que les simples idées recueillies à l'étape 1, en se basant sur l'analyse déjà effectuée.

<sup>12</sup> <http://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/code-of-conduct/code-french.pdf>, consulté le 11/02/2016 dans sa version anglaise : <http://www.icrc.org/eng/assets/files/publications/icrc-002-1067.pdf>



- Quel type de secours sera fourni (denrées alimentaires, eau, abri, etc.) ?
- Quel type de soutien pastoral sera fourni ?
- Où les secours seront-ils fournis ? Dans quelles institutions, régions, zones du pays ?
- Qui en seront les bénéficiaires ? (normalement, l'accent doit être mis sur les enfants et les jeunes en situation de vulnérabilité).
- Pendant combien de temps les activités se poursuivront-elles ?
- Combien cela va-t-il coûter ?

Les membres du DBN peuvent aider à l'élaboration de l'intervention d'urgence directement depuis leur siège ou à l'occasion de visites. Les membres du DBN ayant une présence dans la province peuvent également aider directement le BPD.

L'annexe 7 contient un modèle de proposition et de budget.

ÉTAPE 9

DÉMARRER L'INTERVENTION D'URGENCE

Si cela n'a pas encore été fait, mettre en œuvre l'intervention d'urgence. Le BPD peut impliquer les membres du DBN présents dans la province où est déployée l'intervention d'urgence.

ÉTAPE 10

COMMUNIQUER RÉGULIÈREMENT DES INFORMATIONS MISES À JOUR

- Le membre de l'équipe d'urgence chargé de la communication a pour tâche de :
- Envoyer une mise à jour quotidienne les deux premières semaines de l'intervention d'urgence, puis des mises à jour hebdomadaires au format fourni en annexe 6 aux membres de la liste de contact qui lui aura été donnée par le Coordinateur du DBN.
  - Rédiger des récits, prendre des photos

et les envoyer au Coordinateur du DBN pour que tout soit mis sur le site Internet du DBN et informer les membres sur la liste de contact de la présence de ces ressources sur le site.

ÉTAPE 11

COORDONNER L'AIDE FINANCIÈRE ET LE PERSONNEL DE SOUTIEN PROVENANT DE DIFFÉRENTES SOURCES

Étant donné que plusieurs institutions (salésiennes ou non) offriront des fonds de différents montants pour différents types de projets, l'équipe d'urgence devra maintenir un contact direct avec chaque organisation participante pour répondre aux attentes du bienfaiteur. Tous les mécanismes de financement doivent être reflétés dans une feuille de suivi (annexe 11), qui doit préciser :

- Le donateur des fonds/l'organisation participante ;
- Si les fonds sont assignés à une activité en particulier ;
- Les fonds reçus ;
- Les ressources confirmées, mais pas encore reçues ;

- Les fonds actuellement en cours de discussion, mais pas encore confirmés.

Ces informations seront envoyées au Coordinateur des procures et au Coordinateur du DBN (de façon hebdomadaire pendant les deux premiers mois, puis mensuellement) pour assurer une surveillance adéquate et la transparence des fonds disponibles. La feuille de suivi apportera à l'équipe d'urgence et à toutes les parties prenantes une synthèse concise des fonds attendus pour la réaction salésienne.

Chaque agence participante communiquera directement avec l'équipe d'urgence et le Coordinateur des procures sur les possibilités de financement disponibles et décidera de les appliquer ou non à un financement spécifique (ex. : financement public).

C'est également le moment pour l'équipe d'urgence de demander des **volontaires et du personnel expatrié de soutien** auprès des institutions participantes. Si des volontaires ou membres du personnel expatrié des institutions collaborent sur place, ils **seront intégrés à l'équipe locale d'urgence** aux tâches de personnel du BPD. De cette façon, ils appuieront à la fois les actions de soutien financées

par leur ONG et seront au service du bureau du développement, en mesure de fournir leur aide dans toutes les actions d'urgence et de reconstruction, ce qui est utile pour tous les collaborateurs et donateurs. Les volontaires et le personnel expatrié déployés rendront compte au BPD et à l'organisation qui les envoie. Les volontaires et le personnel déployés doivent avoir de l'expérience dans le contexte de catastrophe, les compétences professionnelles requises et la capacité à communiquer dans la langue utilisée sur place. Les volontaires doivent être convenablement supervisés et accompagnés par l'organisation qui les envoie.

ÉTAPE FACULTATIVE EN FONCTION DE L'ENVERGURE DE LA CATASTROPHE

Visites au projet / Conférence avec les donateurs

Les visites au projet par les membres du DBN et autres agences doivent être coordonnées afin d'éviter les chevauchements et les tensions inutiles sur les capacités du personnel de terrain.

En cas de catastrophe de grande envergure, comme avec le tremblement de terre en



Les membres du DBN peuvent aider à l'élaboration de l'intervention d'urgence directement depuis leur siège ou à l'occasion de visites





Haïti, la province peut choisir d'organiser une conférence avec les donateurs dans le pays touché. Ne perdez pas de vue que l'organisation d'une conférence avec les donateurs nécessite un grand volume de personnel, temps et argent.

Habituellement, une conférence avec les donateurs a plusieurs objectifs :

- Développer une stratégie commune et réaliste pour les secours et la reconstruction/réhabilitation ;
- Forger des liens entre toutes les parties prenantes, accorder de la place au réseautage ;
- Familiariser les donateurs avec l'envergure de la catastrophe (une visite de terrain doit être un passage obligé de la conférence) ;
- Fournir le matériel pour accroître les efforts dans la récolte de fonds (si nécessaire).

La conférence doit être bien planifiée et disposer d'un agenda clair ainsi que d'un dispositif qui permette de responsabiliser toutes les parties quant aux engagements pris.

## ÉTAPE 12

### SIGNER LE CONTRAT DE PROJET

Pour l'aide reçue, la province (représentant provincial) entamera et signera des contrats de projets/conventions de partenariat avec les entités de collaboration, où seront reflétés l'usage des fonds et le mode de justification. Un exemple de convention de part-

nariat est fourni en annexe 9, mais chaque organisation est libre d'utiliser ses propres modèles de contrats et politiques supplémentaires. Si possible, un compte dédié aux fonds d'urgence doit être mis en place, pour faciliter les audits ultérieurs.

## ÉTAPE 13

### MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET PRODUCTION DE RAPPORTS SUR L'INTERVENTION D'URGENCE

L'équipe d'urgence continuera de mettre en œuvre les activités d'urgence. Un suivi sera effectué sur ces dernières avec l'aide d'un plan de suivi et évaluation ou d'un tableau de suivi d'activité.

Le BPD peut impliquer les membres du DBN présents dans la province dans la mise en œuvre, le suivi et la production de rapports sur l'intervention d'urgence. Les membres du DBN présents dans la province peuvent fournir une aide directe et effectuer un suivi de l'intervention du BPD. Les membres du DBN peuvent appuyer la mise en œuvre et le suivi depuis leur siège et lors des visites du personnel.

L'équipe d'urgence fournira des rapports descriptifs et financiers une fois par mois au Coordinateur des procures. Avec le soutien du bureau du DBN, il examinera la conformité de ces rapports puis les transmettra aux organisations Don Bosco finançant l'intervention.

## ÉTAPE 14

### ÉLABORER LE PROGRAMME DE RECONSTRUCTION-RÉHABILITATION

En se fondant sur une analyse minutieuse des besoins de la population touchée, mais aussi de la capacité du SDB local à répondre à ces besoins et sur le Plan provincial organique (PPO) de la province SDB, l'équipe d'urgence élabore le programme de reconstruction et réhabilitation. Le programme

peut être présenté au format fourni en annexe 8 « Programme de reconstruction ». Retrouvez des exemples de projet en section 2.3 « Exemples de projets d'aide humanitaire ».

Le BPD peut impliquer les membres du DBN présents dans la province dans l'élaboration du programme de reconstruction et de réhabilitation. Les membres du DBN peuvent soutenir le BPD depuis leur siège via des visites et leur personnel déjà présent dans la province. Si la province le demande, le BPD peut recevoir une aide supplémentaire au développement de ce programme apportée par des volontaires ou du personnel expatrié des organisations partenaires (principalement des organisations salésiennes).

## ÉTAPE 15

### SIGNER LE CONTRAT DE RECONSTRUCTION ET RÉHABILITATION

Pour les donations et l'aide reçues, la province (représentant provincial) signera des contrats de projets/conventions de partenariat avec les différentes entités, où seront reflétés l'usage des fonds et le mode de justification. Un exemple de convention de partenariat est fourni en annexe 9, mais chaque organisation est libre d'utiliser ses propres modèles de contrats et politiques supplémentaires.

## ÉTAPE 16

### MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET PRODUCTION DE RAPPORTS SUR LE PROGRAMME DE RECONSTRUCTION-RÉHABILITATION

L'équipe d'urgence mettra en œuvre les activités de reconstruction et de réhabilitation. Ces dernières feront l'objet d'un suivi grâce à un plan de suivi et évaluation et un tableau de suivi d'activité, conçu par l'équipe d'urgence, avec l'aide du Coordinateur du DBN. L'équipe d'urgence fournira des rapports descriptifs et financiers une

fois par trimestre au Coordinateur des procures. Avec le soutien du bureau du DBN, il examinera la conformité de ces rapports puis les transmettra aux organisations Don Bosco finançant l'intervention.

Le BPD peut impliquer les membres du DBN présents dans la province dans la mise en œuvre, le suivi et la production de rapports sur le programme de reconstruction et réhabilitation. Les membres du DBN présents dans la province peuvent fournir une aide directe et effectuer un suivi du programme du BPD. Les membres du DBN peuvent appuyer la mise en œuvre et le suivi depuis leur siège et lors des visites du personnel.

## ÉTAPE 17

### RAPPORTS FINAUX

Trois mois après la fin de l'intervention d'urgence, l'équipe d'urgence fournit un rapport descriptif et financier final au Coordinateur d'urgence sélectionné par le Recteur Majeur et qui détaille toutes les activités ayant été menées. Il le transmet également au Coordinateur des procures ainsi qu'au Coordinateur du DBN. Le bilan financier doit être audité. Le rapport final doit inclure des photos et des témoignages des bénéficiaires.

Trois mois après la fin du programme de reconstruction et réhabilitation, l'équipe d'urgence fournit un rapport descriptif et financier final au Coordinateur des procures et qui détaille toutes les activités ayant été menées. Le bilan financier doit être audité. Le rapport final doit inclure des photos et des témoignages des bénéficiaires. Dans le cas d'un projet de reconstruction, des photos illustrant la situation avant/après doivent être incluses.

Un modèle de rapport final est joint en annexe 10. Certains donateurs utiliseront leur propre modèle. Le Coordinateur des procures, avec le soutien du bureau du DBN, examinera la conformité de ces rapports puis les transmettra aux organisations Don Bosco finançant l'intervention.



6

MATRICE DE L'INTERVENTION D'URGENCE

Chronologie / Unité responsable	BPD - Équipe d'urgence	Province	Coordinateur des procures appuyé par le bureau du DBN	ONG salésiennes, procures et partenaires	Conseiller aux missions/ Économe général	Recteur Majeur
	Les communautés SDB locales peuvent démarrer les activités de réaction immédiate lorsqu'a lieu la situation d'urgence.					
1-3 jours	<b>0.</b> Convoquer une réunion de l'équipe d'urgence. Définir les rôles et responsabilités des membres de l'équipe.					
	<b>1.</b> Avalie o impacto do desastre nas comunidades salesianas e na sua vizinhança. Junte as ideias da possível resposta da província salesiana ao desastre (incluindo a resposta pastoral).		<b>1.</b> Établir un contact initial avec la(les) province(s) touchée(s) et transmettre les premières infos à tous les partenaires.	<b>1.</b> Contact initial avec les ONG salésiennes et les procures ayant établi le contact avec la(les) province(s) touchée(s) ou qui sont présentes sur place. Les membres du DBN et les procures ayant une présence dans la province peuvent coopérer et soutenir le BPD/l'équipe d'urgence. (ils partagent également les infos avec tous les partenaires).		
		<b>2.</b> Décider de la réaction salésienne à la catastrophe au niveau provincial. Les membres de l'équipe d'urgence reçoivent leur mandat officiel.				
	<b>3.</b> Décider de la réaction salésienne à la catastrophe au niveau international : le Provincial contacte le Conseiller Général des missions, l'Économe Général et le Coordinateur des procures afin de décider du niveau d'urgence et démarrer la procédure d'urgence internationale. Le Provincial fournit également le nom et les coordonnées du coordinateur en chef chargé de répondre aux demandes internationales.		<b>3.</b> Décider de la réaction salésienne à la catastrophe au niveau international pour les procures et le DBN.	<b>3.</b> Décider de la participation à la réaction à la catastrophe et la communiquer au Coordinateur des procures et DBN.	<b>3.</b> Décider de la réaction salésienne à la catastrophe au niveau international pour la Maison Générale et les procures.	<b>3.</b> Décider de la réaction salésienne à la catastrophe au niveau international.
	<b>4.</b> Diffuser les rapports provenant de l'épicentre dès que possible auprès de l'ANS, des Conseillers, du Coordinateur des procures, du DBN.		<b>4.</b> Diffuser les rapports initiaux aux membres du DBN, aux procures et partenaires.	<b>4.</b> Transmettre les infos disponibles au Coordinateur du DBN si en coopération directe avec la province touchée.		
	<b>5.</b> Coordonner avec les institutions gouvernementales et non-gouvernementales de la zone, diocèse local, Famille Salésienne et autres congrégations religieuses, Caritas.		<b>6.</b> Activer le protocole d'action d'urgence de SDB.			



Chronologie / Unité responsable	BPD - Équipe d'urgence	Province	Coordinateur des procures appuyé par le bureau du DBN	ONG salésiennes, procures et partenaires	Conseiller aux missions/ Économe général	Recteur Majeur
3-5 jours	<b>5.</b> Coordonner avec les institutions gouvernementales et non-gouvernementales de la zone.			<b>7.</b> Lancer des campagnes de récolte de fonds dans plusieurs pays.		
	<b>8.</b> Élaborer l'intervention d'urgence.			<b>8.</b> Les membres du DBN peuvent soutenir l'élaboration depuis leur siège via des visites ou leur personnel déjà présent dans la province.		
3-7 jours	<b>9.</b> Démarrer l'intervention d'urgence. Remarque : l'action immédiate peut avoir lieu juste après la catastrophe.			<b>9.</b> Les membres du DBN présents dans la province peuvent appuyer l'intervention d'urgence du BPD.		
	<b>10.</b> Communiquer régulièrement des informations mises à jour.					
2 semaines	<b>11.</b> Coordonner l'aide financière provenant de différentes sources.		<b>11.</b> Coordonner l'aide financière provenant de différentes sources.			
	<b>12.</b> Signer la convention de partenariat.			<b>12.</b> Signer la convention de partenariat.		
	<b>13.</b> Mettre en œuvre et effectuer un suivi de l'intervention d'urgence, transmettre des rapports descriptifs et financiers mensuels au Coordinateur des procures et DBN.		<b>13.</b> Soutenir le BPD en préparation du plan de suivi et évaluation, s'assurer que le BPD soumet régulièrement des rapports descriptifs et financiers ; examiner les rapports et les transmettre aux ONG salésiennes et aux procures.	<b>13.</b> Appuyer la mise en œuvre et le suivi depuis l'étranger et à travers les visites.  Les membres du DBN présents dans la province peuvent apporter leur aide et effectuer un suivi de l'intervention du BPD.		
1 mois et plus	<b>14.</b> Élaborer le programme de reconstruction-réhabilitation			<b>14.</b> Poursuivre les récoltes de fonds pour la reconstruction. Transférer les fonds, appuyer l'élaboration depuis l'étranger, à travers des visites ponctuelles ou à travers la présence dans la province.		
Trois mois après la fin de l'intervention d'urgence / après la fin du programme de reconstruction-réhabilitation	<b>15.</b> Signer le contrat de reconstruction et réhabilitation.					
	<b>16.</b> Mettre en œuvre et effectuer un suivi du programme de reconstruction-réhabilitation, transmettre des rapports descriptifs et financiers tous les trimestres au Coordinateur des procures et DBN.		<b>16.</b> Soutenir le BPD en préparation du plan de suivi et évaluation, s'assurer que le BPD soumet régulièrement des rapports descriptifs et financiers ; examiner les rapports et les transmettre aux ONG salésiennes et aux procures.	<b>16.</b> Signer la convention de partenariat ; Appuyer la mise en œuvre et suivi depuis l'étranger et à travers les visites.  Les membres du DBN présents dans la province peuvent apporter leur aide et effectuer un suivi de l'intervention du BPD.		
	<b>17.</b> Envoyer les rapports descriptifs et financiers finaux.		<b>17.</b> Contrôler les rapports financiers. Envoyer les rapports financiers à tous les partenaires salésiens impliqués dans la réaction à la catastrophe.			



## ANNEXE

## 1

DIRECTIVES SUR LA COMMUNICATION  
EN CAS D'URGENCE

## 1. ARGUMENTAIRE

En cas d'urgence, des informations fiables et rapidement transmises de la part du terrain sont cruciales à l'organisation efficace des secours d'urgence. Des faits et chiffres de premier ordre, ainsi que des photos voire de simples vidéos dépeignant la situation donnent aux organisations et aux institutions impliquées des outils qui aideront à récolter des fonds et sensibiliser le public et l'inciter à soutenir la population touchée. Les médias traditionnels et les réseaux sociaux sont les canaux de circulation d'information les plus efficaces, et par conséquent, permettent d'attirer et maintenir l'attention du monde sur la crise.

2. PRÉPARATION DE NOS DIRECTIVES EN  
MATIÈRE D'INFORMATION

## Phase I : les premières 24-48 heures

- Faits et chiffres les plus récents sur :
  - > **Quoi** : nature de l'incident ou de l'urgence
  - > **Où** : situation géographique, étendue de l'urgence
  - > **Quand** : date et heure de l'urgence et les infos fournies
  - > **Pourquoi** : brève explication de la situation (raisons/motifs de l'urgence/crise)
  - > **Qui** : nombre de victimes, brève description de la population touchée, préciser si les communautés salésiennes ont été touchées
  - > **Comment** : la façon dont cet incident a touché la population (maisons/écoles/cultures détruites), la façon dont ont été touchées les communautés salésiennes
- Évaluation préliminaire des besoins
- Photos légendées
- Vidéos de téléphones portables ou autres sources

## Phase II : première semaine

- **Récits de vie** : décrire l'histoire d'une personne, famille et/ou communauté touchée par l'urgence. Être spécifique. Utiliser des citations directes. Derrière les chiffres se trouvent des visages. Les personnes sont émues par les histoires personnelles, pas par les chiffres et statistiques. **Toujours demander l'autorisation de rendre ces informations publiques.**
- **Photos/vidéos personnelles** : une photo vaut mieux qu'un long discours. Utiliser un téléphone portable ou un appareil photo simple pour photographier/enregistrer les récits des personnes.
- **Documentation sur les secours** : les donateurs doivent savoir que leur aide fait la différence. Documenter les activités de premier secours (denrées alimentaires, abris temporaires, distribution de médicaments).
- **Pronostic** sur la situation et les besoins.

## Phase III : 2 semaines et après

- **Récits de vie** : décrire/enregistrer le suivi du récit du/de la survivant/e, la façon dont l'aide a amélioré sa situation. Être spécifique.
- **Documentation sur les secours et la reconstruction** : s'attacher à fournir de la visibilité aux donateurs sur les photos/vidéos.

3. CODE DE CONDUITE SUR LES IMAGES  
ET LES MESSAGES :

Les informations sont importantes, mais elles doivent toujours être recueillies et publiées dans le respect de la volonté et de la dignité humaine.

Les principes directeurs du *Code de conduite*<sup>13</sup> stipulent que le choix des images et des messages se

<sup>13</sup> Basé sur le Code de conduite sur les images et les messages développé par CONCORD, la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement



fondera sur les principes suprêmes de respect de la dignité des personnes concernées, de la certitude de l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'acceptation de la nécessité de promouvoir l'équité, la solidarité et la justice.

Par conséquent, dans toutes nos communications et dans la mesure du possible et du raisonnable et dans la nécessité de refléter la réalité, nous nous efforçons de :

- Choisir les images et les messages correspondants en nous fondant sur les valeurs de respect de l'équité, de la solidarité et de la justice ;
- Représenter avec honnêteté toute image ou situation dépeinte dans son contexte immédiat et plus élargi afin de mieux faire comprendre au public les réalités et les complexités de développement ;
- Éviter les images et les messages qui pourraient créer de potentiels stéréotypes, du sensationnalisme ou entraîner la discrimination envers des individus, situations ou lieux ;
- Utiliser des images, des messages et des cas d'étude avec la totale compréhension, participation et autorisation des personnes en faisant l'objet ;
- Respecter les politiques de protection de l'enfance lors de la photographie et l'usage d'images de personnes mineures, toujours avec l'autorisation préalable écrite de leurs parents/tuteurs ;
- Assurer à ceux et celles dont la situation est représentée qu'ils et elles auront la possibilité de communiquer leur récit eux/elles-mêmes ;
- Établir et enregistrer si les personnes souhaitent être nommées ou identifiables et toujours procéder en conséquence ;
- Respecter les standards les plus élevés en matière de droits humains et de protection des personnes en situation de vulnérabilité.



## ANNEXE

## 2

## ANNEXE SDB AU CODE DE CONDUITE DE LA CROIX-ROUGE DANS LES OPÉRATIONS DE SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

Les Salésiens de Don Bosco, le DBN, les procures et autres institutions des SDB prenant part à l'intervention d'urgence respectent le **Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes**.

Afin d'optimiser l'efficacité, l'impact sur le long terme et la durabilité de l'intervention d'urgence, nous planifions et orientons nos opérations de secours d'urgence et nos activités de reconstruction et réhabilitation en tenant compte des points suivants :

- Notre intervention d'urgence se base sur la structure SDB existante (province, BPD, communauté locale, institutions). Lors de l'intervention, notre priorité est de renforcer les capacités de la province SDB/BPD/communauté locale à réagir aux catastrophes.
- Pour que l'intervention fasse preuve d'efficacité, l'aide est accordée en priorité aux personnes touchées se trouvant au plus près de la présence locale SDB (école, centre pour les jeunes, paroisse...). Ceci est décidé par la province SDB. « L'aide

est apportée sans aucune considération de race, de croyance ou de nationalité du bénéficiaire » (principe n°2 du Code de la Croix-Rouge) et « L'aide ne saurait être utilisée au service de convictions politiques ou religieuses, quelles qu'elles soient » (principe n°3 du Code de la Croix-Rouge). L'équipe d'urgence locale peut étendre les activités de secours/reconstruction/réhabilitation en fonction des capacités et de la décision de la province.

- Les jeunes étant les principaux bénéficiaires des présences SDB, une attention particulière leur est portée lors de l'intervention d'urgence. L'équipe d'urgence SDB locale coopère avec les autres organisations gouvernementales et non-gouvernementales répondant à la situation d'urgence en s'assurant que toutes les personnes touchées reçoivent de l'aide.
- Pour garantir le meilleur impact possible, la plus grande qualité et durabilité de l'intervention, le Plan provincial organique (PPO) de la province SDB doit être pris en considération lors de la planification de l'intervention, surtout aux stades de la reconstruction et réhabilitation.



DON BOSCO ARCHIV

## ANNEXE

## 3

## INTERVENTION D'URGENCE LORSQUE DES MEMBRES/PROCURES/PARTENAIRES DBN SONT DÉJÀ PRÉSENTS SUR LE LIEU DE L'URGENCE

Dans le cas d'une présence de membres du DBN/procures ou partenaires du DBN dans le pays/la province touchés par l'urgence, et si ces derniers se trouvent en condition d'opérer et que la province donne son accord pour collaborer avec eux, les procédures sont les suivantes (cf. section 6 « Matrice de l'intervention d'urgence ») :

## ÉTAPE 1 Jours 1-3

## Évaluation de l'impact de la catastrophe

Les membres du DBN, les procures ou les partenaires ayant une présence dans la province peuvent coopérer et soutenir le BPD/l'équipe d'urgence et mener à bien la phase d'évaluation et celle de planification en collaboration avec le BPD/l'équipe d'urgence.

## ÉTAPE 8 Jours 3-5

## Élaborer l'intervention d'urgence

Les membres du DBN, les procures ou les partenaires présents sur place collaborent à la conception de l'intervention d'urgence avec le soutien du BPD/de l'équipe d'urgence depuis leur siège ou à travers des visites.

## ÉTAPE 9 Jours 5-7

## Démarrer l'intervention d'urgence

Les membres du DBN, les procures ou les partenaires ayant une présence dans la province soutiennent l'intervention d'urgence du BPD/de l'équipe d'ur-

gence en coopérant avec eux dans la mise en œuvre des actions.

## ÉTAPE 13 2ème semaine

## Mise en œuvre, suivi et production de rapports sur l'intervention d'urgence

Les membres du DBN, les procures ou les partenaires ayant une présence dans la province effectuent un suivi direct et soutiennent l'intervention du BPD. Le BPD implique les membres du DBN présents dans la province dans la mise en œuvre et le suivi de l'intervention d'urgence.

## ÉTAPE 14 1er mois et après

## Élaborer le programme de reconstruction-réhabilitation

Les membres du DBN, les procures ou les partenaires collaborent avec l'équipe d'urgence/le BPD pour élaborer les programmes de reconstruction et réhabilitation.

## ÉTAPE 16 3 mois après la fin de l'urgence

## Mettre en œuvre et effectuer un suivi du programme de reconstruction-réhabilitation

Les membres du DBN, les procures ou les partenaires collaborent pour apporter leur soutien direct à l'équipe d'urgence/au BPD pour la mise en œuvre et le suivi du programme de reconstruction et réhabilitation.



## ANNEXE

## 4

## COORDINATION POUR LES URGENCES N'AYANT PAS ÉTÉ DÉCLARÉES « RÉACTION INTERNATIONALE COORDONNÉE » PAR LE RECTEUR MAJEUR

## 1. ARGUMENTAIRE

Dans chaque réaction à une situation d'urgence, la province SDB met en œuvre les étapes 0, 1 et 2 décrites dans le Mécanisme d'intervention d'urgence (MIU). Comme signalé à l'étape 3, si le Recteur Majeur ne déclare pas de « réaction internationale coordonnée » pour une urgence particulière, les membres du DBN et les procures appliqueront la réaction interne coordonnée décrite dans ce document. Ceci permettra une aide plus rapide et efficace aux personnes touchées.

## 2. RÉACTION INTERNE COORDONNÉE POUR LES MEMBRES DBN ET LES PROCURES

## Phase I : première semaine

- Les premières étapes de toute intervention d'urgence (étapes : 0, 1 et 2) sont toujours celles décrites dans le Mécanisme d'intervention d'urgence (MIU) et mènent à l'élaboration de l'intervention d'urgence par l'équipe d'urgence/BPD<sup>14</sup> :

Les communautés SDB locales peuvent démarrer les activités de réaction immédiate lorsqu'a lieu la situation d'urgence.

<sup>14</sup> Les membres du DBN ou procures ayant de l'expérience avec ce BPD peuvent appuyer dans tout le processus si demandé ou accepté par la province. Veuillez vous référer également à l'annexe 3 « Procédure lorsqu'un membre du DBN est présent dans la province touchée ».

## ÉTAPE 0

Convoquer la réunion de l'équipe d'urgence (en réunion, en ligne, sous forme de conférence téléphonique)

## ÉTAPE 1

Évaluation de l'impact de la catastrophe

L'équipe d'urgence doit se réunir le plus vite possible et :

- Évaluer l'impact de la catastrophe sur les communautés salésiennes ainsi que sur les zones environnantes. Si possible, recueillir des renseignements auprès du bureau du gouvernement local chargé des catastrophes sur l'étendue des dégâts, par ex. : le nombre de villages touchés, le nombre de morts, etc. et son action de mobilisation immédiate.
- Évaluer les nécessités humanitaires (de quel type d'aide les communautés salésiennes ont-elles besoin ? De quel type d'aide les zones environnantes ont-elles besoin ?)
- Quel type de soutien pastoral est requis ? Évaluer les ressources humaines et matérielles (de combien d'individus est composé le personnel ? Combien de volontaires ? Quelle est leur expérience ? Combien d'argent s'attend-on à recevoir ?)
- Décider de la réaction immédiate. Vous pouvez consulter les différents scénarios de réaction développés dans le cadre de la préparation aux catastrophes (cf. section 4.1) et les exemples de projets d'aide humanitaire (cf. section 2.3) pour trouver des idées.

- Prévoir les canaux de coordination et communication les plus efficaces à l'échelle provinciale en prenant en considération l'implication du BPD (et de la procure provinciale/ONG si elles ne sont pas intégrées au BPD), de l'économe provincial, du secrétaire, du département de communication, des communautés SDB touchées, des écoles, des centres pour les jeunes, des paroisses.
- En fonction de l'envergure de la catastrophe, évaluer l'implication possible des provinces SDB voisines dans la réaction.
- Si un membre du DBN se trouve dans la province, l'équipe d'urgence peut l'inclure dans la réaction.

Le coordinateur des procures à la Maison Générale sert de « coordinateur d'urgence » lorsque la catastrophe se produit. Il contacte la(les) province(s) touchée(s) le plus rapidement possible et transmet les informations à tous les partenaires. Les ONG/procures salésiennes peuvent également contacter directement la province si elles font déjà partie du partenariat. Les membres du DBN ayant une présence dans la province peuvent coopérer et soutenir le BPD (voir annexe 3).

## ÉTAPE 2

Le Provincial détermine la réponse salésienne à la catastrophe

Dans les 1 à 3 jours suivant la catastrophe, le Provincial décidera du type de réaction salésienne en fonction de l'analyse décrite plus haut.

Types de réaction

- Réaction ciblant exclusivement les individus et installations des communautés salésiennes
- Réaction ciblant la communauté locale
  - Lorsque le Recteur Majeur n'a pas décidé d'une « réaction internationale coordonnée », envoyer une demande initiale de financement approuvée par le Provincial avec des photos de qualité et les coordonnées de l'équipe d'urgence au Coordinateur des procures et au Coordinateur du DBN - Équipe d'urgence/BPD
  - Le Coordinateur des procures informera le plus vite possible tous les partenaires du niveau de l'aide d'urgence à fournir à la province touchée et demandera au DBN de préparer une feuille Excel de suivi pour les fonds reçus - Coordinateur des procures
  - Préparation d'une feuille Excel de suivi





pour les fonds reçus (annexe 1 du MIU), téléchargement des photos et documents sur le site Internet du DBN, transmission de la demande de financement, des documents, photos et autres ressources aux membres du DBN et aux procures en leur demandant de confirmer ou non leur possible soutien à l'intervention d'urgence spécifique - **Coordinateur du DBN**

- Envoi d'informations sur le possible soutien à l'équipe d'urgence/au BPD, au Coordinateur des procures et au Coordinateur du DBN, démarrage des campagnes de récolte de fonds en fonction des besoins de la province touchée - **Membres du DBN, procures**
- Mise à jour des informations dans la feuille Excel de suivi, envoi de cette dernière à l'équipe d'urgence/au BPD pour recouper les informations - **Coordinateur du DBN**

### Phase II : 2 semaines

- Transmettre régulièrement des communications mises à jour sur l'intervention d'urgence SDB au Coordinateur des procures et au Coordinateur du DBN - **BPD/équipe d'urgence**
- Transmettre régulièrement des communications mises à jour aux membres du DBN et aux procures - **Coordinateur du DBN**
- Transmettre régulièrement des communications mises à jour sur les financements disponibles pour la réaction au BPD/à l'équipe d'urgence, au Coordinateur des procures et au Coordinateur du DBN - **Membres du DBN, procures**
- Coordonner le soutien financier provenant de différentes sources - **BPD/équipe d'urgence,**

### Coordinateur des procures, Coordinateur du DBN

- Signer une convention de partenariat - **BPD/équipe d'urgence, membres du DBN, procures**
- Mettre en œuvre et effectuer un suivi de l'intervention d'urgence **BPD/équipe d'urgence**

### Phase III : 1 mois et plus

- Transmettre des rapports descriptifs et financiers mensuels concernant l'intervention d'urgence aux agences des donateurs, au Coordinateur des procures et au Coordinateur du DBN - **BPD/équipe d'urgence**
- Élaborer le programme de reconstruction-réhabilitation - **BPD/équipe d'urgence**
- Poursuivre les récoltes de fonds pour la reconstruction, transférer les fonds, appuyer l'élaboration du programme de reconstruction-réhabilitation depuis l'étranger, à travers des visites ponctuelles ou à travers leur présence dans la province - **Membres du DBN, procures**
- Signer un contrat de reconstruction et réhabilitation - **BPD/équipe d'urgence, membres du DBN, procures**
- Mettre en œuvre et effectuer un suivi du programme de reconstruction et réhabilitation, transmettre les rapports descriptifs et financiers finaux aux agences de donateurs, au Coordinateur des procures et au Coordinateur du DBN - **BPD/équipe d'urgence**
- Transmettre régulièrement les mises à jour et rapports finaux aux membres du DBN et aux procures - **Coordinateur du DBN**

Les ANNEXES 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 sont disponibles au format électronique sur la plateforme du BPD : <http://pdo.donbosconetwork.org/en/>

